Ford Aquitaine Industries : Ford rejette le nouveau plan de reprise de Punch

Par Jean-Philippe Déjean | 21/02/2019, 18:28 | 856 mots

L'intersyndicale entend bien rester mobilisée. (Crédits : Agence Appa) La perspective de la fermeture définitive de l'usine Ford Aquitaine Industries (FAI), à Blanquefort (Gironde), au mois d'août, est devenue encore plus probable ce jeudi avec l'annonce du rejet du nouveau plan de reprise présenté par Punch. L'intersyndicale, qui est attendue à Bercy mardi prochain pour une nouvelle réunion, n'accepte pas la fermeture.

Dans un communiqué daté de ce jeudi après-midi Philippe Poutou, délégué CGT de Ford Aquitaine Industries (FAI), filiale girondine de Ford spécialisée dans la fabrication de boîtes de vitesses automatiques, à Blanquefort, annonce (au nom de la CGT) que le constructeur automobile américain rejette le nouveau plan de reprise de FAI porté par le groupe belge Punch.

Comme nous l'avons déjà précisé, ce nouveau plan a été transmis par Bercy ce lundi 18 février au soir, après que Bruno Le Maire, ministère de l'Economie et des Finances, ait rencontré non seulement l'intersyndicale FO, CFE-CGC, CGT de FAI, mais également le préfet de la Gironde et les élus représentant la mairie de Bordeaux, Bordeaux Métropole, le Conseil départemental de la Gironde, la Région ainsi que le député du Médoc. Malgré les quelques éléments du nouveau plan de Punch avancés lundi par Bruno Le Maire et cités par la CGT, l'annonce de ce jeudi 21 février n'a visiblement donné lieu à aucune explication.

Punch non plus n'aurait pas joué le jeu

"Nous n'avons pas non plus de précisions sur le contenu du projet Punch, quels clients, quels niveaux de productions, quels investissements, quelles garanties pour les salariés ? Rien, aucun détail, comme si cela ne nous regardait pas. Les dirigeants de Punch ne se sont même pas présentés à la réunion téléphonée de ce jeudi. Aucune explication, ce qui nous pose un gros problème de transparence et de correction. Conséquence immédiate, l'hypothèse d'une reprise par Punch s'écroule officiellement et même assez lamentablement" déplore Philippe Poutou.

Ce dernier souligne qu'aucune information ne permet de comprendre ce qui s'est réellement passé hier soir mercredi lors de l'ultime rencontre entre Punch et Ford au siège de Ford Europe à Cologne. Cet échec renvoie tout le monde au PSE initié par le groupe Ford à FAI. Plan qui devrait être homologué par la Direccte (Direction régionale des entreprises, de la concurrence, du travail et de l'emploi) dans les tous prochains jours et semble-t-il le 4 mars au plus tard. Le ministère de l'Economie et des Finances n'a pas encore officiellement réagi à cette annonce au moment où nous publions cette information. Président de Bordeaux Métropole et maire de Bordeaux, Alain Juppé ne laisse guère de place au doute dans son communiqué publié peu avant 18h30 ce jeudi :

"Mes pensées vont tout d'abord aux salariés de FAI et à leurs familles. Bordeaux Métropole, en lien avec la Région Nouvelle-Aquitaine, mettra tout en œuvre pour contribuer à l'implantation de nouvelles activités sur le site et demande à l'Etat d'exiger de Ford de prendre enfin ses responsabilités pour financer *un vrai plan de revitalisation du site. Je voudrais aussi remercier Bruno Le Maire ainsi que le délégué aux restructurations d'entreprises, Jean-Pierre Floris, et leurs équipes, qui, depuis plusieurs mois, ont tout tenté, dans le cadre de la législation existante, pour favoriser une reprise de FAI. Cette législation, qui impose à un groupe de rechercher un repreneur sans lui donner l'obligation d'accepter un projet de reprise crédible, ni d'assurer un volume de commandes permettant d'assurer la transition, est manifestement insuffisante."*

Obligation d'innover avec une solution originale ?

L'annonce remet en jeu les emplois de 850 salariés actifs, dont 300 devraient partir en pré-retraite, 150 être mutés à l'usine sœur de Getrag Ford Transmissions (GFT), à quelques centaines de mètres de FAI, et 400 être licenciés dans le cadre du PSE de Ford. Désabusé, Philippe Poutou juge que *"l'Etat semble en mal d'imagination ou sans volonté réelle de se confronter à la multinationale Ford, ou sans moyen réel"*. Mais le délégué syndical et ex-candidat NPA à la présidentielle de 2017 ne désarme pas.

"L'échec de l'hypothèse d'une reprise n'est pas que l'échec de Punch. Et surtout cela ne doit pas conduire à se résigner à la fin de l'histoire. Il doit y avoir un plan B ! Et cela ne doit surtout pas être, ce à quoi se prépare l'Etat, un plan de revitalisation, solution pipeau et en rien originale" prévient le syndicaliste.

Une nouvelle réunion avec de hauts fonctionnaires de Bercy et sans doute Bruno Le Maire doit avoir lieu mardi 26 février au ministère de l'Economie et des Finances.

"Nous bataillerons pour une véritable solution « originale », pour que l'Etat, les collectivités territoriales travaillent sur une stratégie industrielle, pour qu'une activité soit trouvée rapidement et soit installée dans les mois qui viennent sur le site" déroule Philippe Poutou.

Etant donné la stratégie internationale de Ford, qui a annoncé la fermeture d'autres unités en Europe, il est certain que le dossier de Ford Aquitaine Industries (FAI) n'est pas une surprise au siège du constructeur automobile à Détroit. Mais il n'est pas impossible par contre que FAI soit une sorte de test de laboratoire pour la politique industrielle voulue par le ministre de l'Economie et des Finances.